



**Conseil d'administration  
du Programme des Nations Unies  
pour le développement, du Fonds  
des Nations Unies pour la population  
et du Bureau des Nations Unies  
pour les services d'appui aux projets**

Distr. générale  
9 décembre 2019  
Français  
Original : anglais

---

**Première session ordinaire de 2020**

3-6 février 2020, New York

Point 5 de l'ordre du jour provisoire

**Programmes de pays et questions connexes**

**Descriptif de programme de pays pour la République  
démocratique du Congo (2020-2024)**

**Table des matières**

	<i>Page</i>
I. Considérations générales .....	2
II. Priorités du programme et partenariats .....	5
III. Administration du programme et gestion des risques .....	9
IV. Contrôle de l'exécution et évaluation du programme .....	10
Annexe	
Cadre de résultats et d'allocation des ressources pour la République démocratique du Congo (2020-2024) .....	12



## I. Considérations générales

1. La République démocratique du Congo est un pays en transition dans lequel un processus de consolidation de la paix a été initié et une mission des Nations Unies a été créée en 1999. En dépit de contestations, la passation de pouvoirs s'y est pour la première fois déroulée sans heurts à l'issue des élections organisées le 30 décembre 2018. Depuis l'Accord global et inclusif de 2002, le pays a fait l'objet d'un certain nombre d'avancées politiques qui ont contribué à renforcer sa gouvernance politique et administrative et lui ont permis de progresser sur le plan socioéconomique. Selon des analyses récentes<sup>1</sup>, la croissance moyenne du produit intérieur brut (PIB) a atteint 5,5 % entre 2002 et 2018, avec un pic à 9,5 % enregistré en 2014. Le taux d'inflation a diminué, passant d'un chiffre record de 53,4 % en 2009 à 7,7 % en 2018<sup>2</sup>. Le pays a ainsi été en mesure d'obtenir des résultats remarquables, le revenu par habitant ayant presque doublé entre 2005 et 2017 pour passer de 218,52 dollars à 457,85 dollars<sup>3</sup> à parité de pouvoir d'achat.

2. Toutefois, cette croissance n'a pas profité à tout le monde et le pays est toujours marqué par une pauvreté importante, de fortes inégalités et une extrême vulnérabilité. Près de 64 % de la population vit sous le seuil de pauvreté et l'on enregistre de grandes disparités entre les zones urbaines (61,5 %) et rurales (75,7 %)<sup>4</sup>. Bien que son indice de développement humain (IDH) se soit sensiblement amélioré, passant de 0,333 en 2010 à 0,457 en 2017, le pays se classait 176<sup>e</sup> sur 189 pays en 2017 et enregistrait un recul global de 30,3 % dans l'IDH ajusté aux inégalités ainsi qu'un coefficient de Gini de 42,1. Malgré un indicateur du développement par sexe relativement élevé en 2017 (0,852), la participation des femmes à la vie politique et à la prise de décisions reste marginale en raison des obstacles culturels, structurels et institutionnels<sup>5</sup>. En 2018, seuls 10 % des membres élus à l'Assemblée nationale étaient des femmes, tandis que la proportion de femmes en poste au Gouvernement national s'élève à 17 % en 2019<sup>6</sup>.

3. La pauvreté se traduit par un manque de débouchés. Le taux de chômage est imputable à la faible diversification de l'économie, qui repose essentiellement sur l'agriculture, et au développement insuffisant des secteurs secondaire et tertiaire. Le chômage touche particulièrement les jeunes, avec un taux de 37,8 %, contre 17,7 % au niveau national. Le taux de chômage des femmes est de 19,6 % contre 15,2 % pour les hommes<sup>7</sup>. Le secteur agricole emploie environ 62 % de la population en âge de travailler. En 2017, 77,12 % des hommes et près de 87 % des femmes travaillaient dans le secteur agricole, principalement dans le domaine de l'alimentation<sup>8</sup>, et plus de 56 % de la population vivait dans les zones rurales. Toutefois, la contribution du secteur agricole au PIB diminue progressivement (près de 32 % en 2000 contre 18,6 % en 2016)<sup>9</sup> en raison de l'insécurité, des changements climatiques et des possibilités d'emploi dans le secteur minier. Ce recul pose un défi majeur concernant la survie et l'amélioration des conditions de vie des populations, en particulier les

<sup>1</sup> Bilan commun de pays, 2018.

<sup>2</sup> Rapport annuel 2017 de la Banque centrale du Congo.

<sup>3</sup> <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur>.

<sup>4</sup> Le PNUD en République démocratique du Congo, Rapport national sur le développement humain, 2016.

<sup>5</sup> Le PNUD en République démocratique du Congo, Inégalités politiques, socio-économiques et édification de la Nation/État en RDC, 2015.

<sup>6</sup> <https://journalofficiel.cd/lesTextesDesLoisParPublication/1>.

<sup>7</sup> <http://ins-rdc.org/wp-content/uploads/2019/03/Rapport-enquete-123.pdf>.

<sup>8</sup> Banque mondiale, diagnostic-pays systématique pour la République démocratique de Congo, mars 2018.

<sup>9</sup> <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur>.

femmes rurales, les jeunes et les peuples autochtones. En outre, le secteur minier, qui contribue largement à la croissance économique du pays, joue un rôle mineur dans la création d'emploi et la répartition des revenus, notamment en raison de sa mauvaise intégration au reste de l'économie, d'une gouvernance insuffisante et du manque de transparence en termes de flux de revenus<sup>10</sup>. Environ 80 % de l'exploitation minière est artisanale et repose sur des techniques manuelles rudimentaires. La main-d'œuvre, composée pour moitié de femmes, doit accomplir de nombreuses tâches et se heurte à des problèmes sociaux<sup>11</sup>. Cette méthode d'exploitation minière conduit à des conflits et à la dégradation de l'environnement. Elle exacerbe en outre l'inégalité de genre et la pauvreté.

4. En termes de gouvernance globale, la République démocratique du Congo figure parmi les 18 pays les moins performants et ses résultats n'ont cessé de se détériorer au cours des 10 dernières années. En 2018, elle se classait ainsi 47<sup>e</sup> sur 54 pays africains selon l'Indice Ibrahim de la gouvernance en Afrique. Ces mauvais résultats sont partiellement imputables à des causes structurelles, notamment l'affaiblissement de l'état de droit ; l'application insuffisante du principe de responsabilité et le manque de transparence ; le manque de capacités techniques et humaines nécessaires à la mise en place d'institutions efficaces qui fournissent des services aux citoyens ; un environnement peu propice à l'activité économique<sup>12</sup>. En ce qui concerne l'état de droit, la République démocratique du Congo se classait 47<sup>e</sup> sur 54 pays selon l'Indice Ibrahim, avec un score de 30,6/100 contre une moyenne de 53,9/100 à l'échelle de l'Afrique. En 2018, elle occupait la 161<sup>e</sup> position sur 180 pays selon l'Indice de perception de la corruption de Transparency International, avec un score de 20.

5. Les problèmes humanitaires et de sécurité se sont multipliés entre 2016 et 2018, notamment en raison des conflits qui ont embrasé le Grand Kasaï et l'Ituri<sup>13</sup>. Ces conflits ont aggravé la vulnérabilité socioéconomique, quelque 12,8 millions de personnes, soit plus de 15 % de la population, ayant besoin d'une aide humanitaire et de protection en 2019<sup>14</sup>. Ces populations vulnérables sont exposées à des violations des droits de la personne, y compris à la violence sexuelle et fondée sur le genre, ainsi qu'à la malnutrition chronique et aux épidémies, notamment le choléra, la rougeole et Ebola. En outre, on estime à 5,6 millions le nombre de déplacés, dont 1,6 million pour l'année 2018. La situation des réfugiés vient encore aggraver la conjoncture humanitaire et les conditions de sécurité ; la République démocratique du Congo accueille plus de 533 000 réfugiés originaires des pays voisins, tandis que 781 000 réfugiés congolais sont accueillis dans la région, notamment au Burundi, en Ouganda et en Zambie<sup>15</sup>.

6. En 2016, la République démocratique du Congo a été classée cinquième pays le plus exposé aux changements climatiques<sup>16</sup>. Pour faire face à cette grande vulnérabilité, ainsi qu'au faible niveau de préparation et au manque de mécanismes de relèvement, il faut investir et innover, de manière à améliorer la planification et les mesures d'intervention en cas d'urgences majeures telles que les sécheresses et les inondations. Entre 1990 et 2010, le pays a perdu 0,37 % par an de sa superficie forestière contre 1,27 % par an entre 2010 et 2015. Ces pertes constituent le principal facteur d'émissions de gaz à effet de serre, étant donné que le secteur industriel du

<sup>10</sup> Banque mondiale, diagnostic-pays systématique, mars 2018.

<sup>11</sup> Pact, Promines Study: Artisanal Mining in the Democratic Republic of Congo, juin 2010.

<sup>12</sup> La même année, il figurait à la 182<sup>e</sup> place sur un total de 190 pays selon l'indice de la facilité de faire des affaires de la Banque mondiale.

<sup>13</sup> Les provinces du Kasaï/Kasaï-Central/Kasaï-Oriental et du Lomami.

<sup>14</sup> Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), Aperçu des besoins humanitaires : République Démocratique du Congo, 2018.

<sup>15</sup> Ibid.

<sup>16</sup> ND-GAIN Country Index, 2016.

pays ne représente que 0,1 % des émissions. Outre la déforestation, l'agriculture itinérante sur brûlis et le changement d'affectation des terres contribuent aux émissions de gaz à effet de serre, empêchant ainsi le pays de concrétiser les contributions qu'il a déterminées au niveau national en vue de réduire les émissions et de s'adapter aux changements climatiques. Seuls 14 % de la population seulement ont accès à l'électricité, c'est pourquoi il existe une forte dépendance au bois et au charbon<sup>17</sup>.

7. L'évaluation du programme de pays pour la période allant de 2013 à 2017, puis jusqu'à 2019, a permis de constater que le PNUD jouait un rôle de chef de file en ce qui concernait l'intégration des objectifs de développement durable et qu'il contribuait à atteindre les objectifs clefs de développement, qui ont bénéficié aux populations les plus fragiles. L'appui du PNUD, en collaboration avec les partenaires techniques et financiers, a permis au Gouvernement de : a) replacer dans leur contexte les objectifs et les intégrer dans son plan national de développement pour la période 2019-2024 ; b) lancer la révolution prévue en matière de statistique aux fins du suivi et de l'évaluation des progrès ayant été faits pour atteindre lesdits objectifs ; c) améliorer de 9 % le taux de satisfaction de la population à l'égard des services publics (système judiciaire, police, forces armées)<sup>18</sup> ; d) améliorer l'inclusion financière en permettant à plus de 1,68 million de personnes pauvres issues de zones rurales et périurbaines (56 % de femmes) d'avoir accès aux institutions de microfinance ; e) disposer d'une plateforme de réduction des risques de catastrophes naturelles ; f) contribuer à réduire le taux de prévalence de la violence sexuelle de 35,63 % entre 2013 et 2018 ; g) disposer d'un cadre juridique tenant davantage compte des questions de genre en vue de promouvoir l'équité de genre et l'égalité des droits, des chances et des genres dans tous les secteurs de la vie du pays, notamment la participation équitable des femmes et des hommes à la gestion des affaires publiques<sup>19</sup>.

8. L'évaluation du programme de pays précédent a permis de tirer les enseignements suivants : a) le programme n'a pas atteint ses objectifs en matière d'incidence, de pertinence et d'efficacité en raison d'une mauvaise intégration et d'une démarche inadéquate, consistant à recourir aux projets et aux micro-projets ; b) de mauvais résultats ont été enregistrés en termes de renforcement des capacités, principalement en raison de l'instabilité institutionnelle et du renouvellement régulier du personnel, qui n'ont pas permis d'obtenir des résultats durables ; c) les partenaires traditionnels ont été considérés comme principale source de financement, ce qui a limité l'expansion du portefeuille de programmes et la mobilisation de ressources novatrices ; d) l'absence de statistiques fiables a entravé la planification et l'évaluation précises des interventions en matière de développement.

9. Au total, 80 % des partenaires du bureau de pays, dont le Gouvernement, ont salué les activités menées par le bureau et ont estimé que ce dernier constituait un partenaire fiable et précieux, qui jouait un rôle de taille dans le développement du pays. En outre, 70 % de ses partenaires ont rendu hommage au PNUD pour son professionnalisme et la haute qualité de ses services. Un examen des partenariats mené en 2015 a mis en lumière la nécessité pour le PNUD de renforcer son rôle de coordination des objectifs de développement durable et son efficacité opérationnelle.

<sup>17</sup> <http://infocongo.org/fr/rdc-les-consequences-du-changement-climatique-se-font-sentir-plus-rudemment>.

<sup>18</sup> Harvard Humanitarian Initiative, 2018.

<sup>19</sup> Loi n° 15/013 du 1<sup>er</sup> août 2015.

## II. Priorités du programme et partenariats

10. Selon le cadre logique appliqué au programme, l'extrême pauvreté, les inégalités et la vulnérabilité peuvent être réduites par l'amélioration de l'état de droit, la transformation structurelle de l'économie et le renforcement de la résilience de la population. L'état de droit permet de s'assurer que le Gouvernement agit conformément aux dispositions de la Constitution, qu'il est responsable devant la loi et qu'il garantit une procédure régulière et accorde des réparations en cas de violation des droits. Il s'agit là d'un point particulièrement important pour les personnes vivant dans l'extrême pauvreté, qui sont confrontées à la discrimination et à l'exclusion, lesquelles entravent leur accès à une justice de qualité et équitable. Le renforcement de l'état de droit contribue au règlement efficace des différends, à la lutte contre la corruption et à la réduction de l'impunité, ainsi qu'à la création d'un environnement propice aux investissements, aux affaires et à la transformation structurelle de l'économie. Il permettra de stimuler la productivité du secteur agricole, qui est le principal pourvoyeur d'emplois, grâce aux innovations technologiques, au développement de l'agrobusiness et aux chaînes de valeur agricoles, mais également d'assurer la diversification économique. La transformation structurelle attendue passera par la gestion des ressources naturelles (mines, forêts, terres et eaux) conformément aux normes de développement durable fondées sur le principe d'équité. Elle visera à réduire les inégalités, à atténuer l'incidence des conflits, à favoriser la cohésion sociale, à renforcer la résilience des populations locales et à créer des débouchés économiques.

11. Le programme, conçu en consultation avec les principales parties prenantes, sera fondé sur une approche intégrée articulée autour des trois priorités suivantes : a) la gouvernance au service du développement durable ; b) la transformation économique et la gestion durable des ressources naturelles ; c) l'appui à la stabilisation et au renforcement de la résilience des populations touchées. Cette approche est conforme au plan national de développement, au Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable pour 2020-2024 et au plan stratégique du PNUD pour 2018-2021. Afin de respecter le principe consistant à ne laisser personne de côté, elle sera tournée vers les personnes défavorisées (les personnes se trouvant en situation de pauvreté, les jeunes, les femmes, les populations déplacées ou ayant regagné leur pays, les populations autochtones et les personnes handicapées) dans les régions les plus fragiles et les plus touchées par le conflit, en particulier le Grand Kasaï, les régions du nord-est et du sud-est, ainsi que les provinces touchées par l'épidémie d'Ebola. Le programme s'appuiera sur les données issues de récentes enquêtes sur les ménages et sur des critères de vulnérabilité en vue d'identifier les populations cibles et les régions les plus pertinentes.

12. Le PNUD mettra en œuvre ses interventions aux niveaux fédéral et local et s'attachera à renforcer la résilience aux niveaux individuel et collectif dans les domaines où il est le mieux à même d'intervenir, à savoir l'accès à la justice ; l'accès aux services publics, la gouvernance locale, les moyens de subsistance et la réintégration socioéconomique, la protection de l'environnement, la mise en place de solutions durables, l'adaptation aux changements climatiques et la gestion des catastrophes. Pour ce faire, il s'agira : a) d'adapter les objectifs de développement durable à l'échelle locale et de les mettre en œuvre ; b) de consolider les interventions dans les régions les plus fragiles et les plus instables, en accordant une attention particulière aux groupes vulnérables ; c) de fournir un appui stratégique essentiel au niveau fédéral.

13. Le programme sera exécuté en partenariat avec les acteurs nationaux aux niveaux fédéral, provincial et local, les organisations de la société civile et le secteur privé, la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en

République démocratique du Congo (MONUSCO), les organismes des Nations Unies [Organisation internationale du Travail, Fonds d'équipement des Nations Unies, Fonds des Nations Unies pour l'enfance, Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires, Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), Programme alimentaire mondial], la Banque mondiale, le Fonds vert pour le climat, l'Initiative pour la forêt de l'Afrique centrale et d'autres partenaires techniques et financiers (les gouvernements de l'Allemagne, de la Belgique, du Canada, du Japon, de la Norvège, des Pays-Bas et de la Suède, une délégation de l'Union européenne, l'Agence de coopération internationale de la République de Corée, le Ministère du développement international du Royaume-Uni, l'Agence des États-Unis pour le développement international et l'organisme français de coopération).

14. Le programme s'appuiera sur les bonnes pratiques dans le cadre d'une coopération Sud-Sud et triangulaire, en s'attendant tout particulièrement à : a) collaborer avec le Sénégal et le Togo sur les programmes d'urgence de développement communautaire, lesquels ont été lancés avec succès dans les deux pays ; b) partager l'expérience de la République démocratique du Congo en matière de mini-centrales hydroélectriques avec le Burundi, le Cameroun, la Guinée équatoriale et Sao Tomé-et-Principe, qui ont manifesté leur intérêt à cet égard ; c) collaborer avec le Zimbabwe pour mettre en commun des données d'expérience concernant le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. Le bureau de pays collaborera avec les partenaires concernés et les bureaux respectifs du PNUD pour définir les mécanismes de collaboration à mettre en place et les objectifs stratégiques que cette collaboration permettra d'atteindre. Le programme facilitera également la mise en place d'un cadre national de concertation pour assurer la transparence et l'efficacité de la coordination et de la gestion de l'aide, notamment dans le cadre de la coopération Sud-Sud et triangulaire.

### **Priorité 1. La gouvernance au service du développement durable**

15. Cette priorité est alignée sur les solutions types 1, 2 et 6 du plan stratégique. Elle contribuera à améliorer l'environnement juridique et institutionnel nécessaire pour renforcer l'intégration des populations ciblées dans la prise de décisions et promouvoir leur bien-être.

16. Il conviendra de faire en sorte que le pays prenne davantage en main le processus électoral en renforçant les capacités de la Commission électorale et des autres parties prenantes, de sorte qu'elles soient à même de mener les examens faisant suite aux élections générales de 2018 et les réformes, ainsi que d'organiser des élections pacifiques et ouvertes à tout le monde. Le PNUD contribuera à renforcer plus avant le Parlement, la participation des citoyens et la représentation des femmes dans la prise de décisions en menant des activités de renforcement des capacités et de sensibilisation.

17. Le PNUD appuiera la décentralisation et le développement local en renforçant la participation équitable des hommes et des femmes à la prise de décisions et aux mécanismes y relatifs, ainsi que la capacité des entités territoriales décentralisées de répondre aux besoins de la population. Il s'attachera tout particulièrement à établir et à mettre en œuvre des plans de développement intégré à tous les niveaux, conformément aux objectifs de développement durable, de même qu'à moderniser l'outil statistique pour la planification du développement, le contrôle des finances publiques et l'application du principe de responsabilité institutionnelle. Les interventions du PNUD viseront à améliorer la gouvernance des ressources naturelles

et la gestion des territoires. Le PNUD appuiera le renforcement des capacités des femmes, des jeunes et de la société civile en vue de leur permettre d'endosser un rôle de premier plan, d'apporter une réelle contribution et d'influencer les processus de prise de décisions. Il contribuera à améliorer les cadres stratégique, juridique et institutionnel de lutte contre la corruption, ainsi qu'à concevoir et à mettre en œuvre un plan d'action national efficace. Le programme facilitera la mise en place d'un cadre national de concertation destiné à garantir la transparence et l'efficacité de la coordination et de la gestion de l'aide. Le PNUD appuiera la Cellule présidentielle de veille stratégique, un groupe de réflexion récemment créé en vue de conseiller le Cabinet du Président sur les principales priorités stratégiques.

18. Le nouveau programme de pays contribuera à renforcer l'état de droit en augmentant l'efficacité de l'offre et de la demande de justice, en particulier la justice pénale, l'objectif étant de contribuer ainsi à améliorer la sécurité de la population (y compris les réfugiés et les personnes déplacées), d'assurer la protection des droits de la personne et de lutter contre l'impunité en matière de crimes internationaux<sup>20</sup>. Pour ce faire, il conviendra d'améliorer l'accès à la justice, en particulier pour les plus vulnérables, et la coordination des acteurs de la justice et de la sécurité, y compris les responsables locaux, ainsi que d'appuyer la réforme des secteurs de la justice et de la sécurité en améliorant notamment la coordination et la gestion de l'information tout au long de la chaîne pénale. Dans le cadre de la Cellule mondiale de coordination des questions relatives à l'état de droit, un programme commun de justice permettra de créer des synergies avec les interventions de la MONUSCO et d'autres organismes des Nations Unies sur le même thème. Il contribuera en outre à apporter de la cohérence à l'ensemble des contributions du PNUD dans les domaines de la justice transitionnelle, de la mise en œuvre de la politique nationale de réforme de la justice, du plan d'action pour la réforme de la police, de la stratégie de lutte contre la violence sexuelle et fondée sur le genre et de la coordination entre la justice, la paix, le rétablissement de la dignité humaine et la réconciliation.

## **Priorité 2. Transformation économique et gestion durable des ressources naturelles**

19. Conformément aux solutions types 1, 4, 5 et 6 du plan stratégique, ce programme permettra d'aider le Gouvernement à appliquer l'approche du développement humain en vue de parvenir à transformer la structure de son économie pour la rendre écologique, durable et inclusive. Il mettra l'accent sur les mesures visant à réduire la pauvreté et les inégalités, à rationaliser l'utilisation durable des ressources naturelles et à lutter contre les changements climatiques.

20. Le PNUD appuiera la diversification, l'inclusion sociale et la création d'emplois décents pour les femmes et les jeunes en vue de contribuer à la transformation structurelle de l'économie et à la réduction de la pauvreté et des inégalités. Il aidera les acteurs économiques à passer du secteur informel au secteur structuré en s'attendant tout particulièrement à : a) augmenter les possibilités offertes aux petits exploitants agricoles, notamment les femmes et les jeunes, en les reliant aux chaînes de valeur et établir des modèles inclusifs associés à l'agro-business et à l'innovation technologique ; b) plaider en faveur d'une plus grande inclusion économique et sociale des petits producteurs, y compris les femmes et les jeunes employés dans l'exploitation minière, en se fondant sur des analyses sectorielles approfondies ; c) promouvoir et catalyser les start-ups et les initiatives novatrices menées par les femmes et les jeunes et soutenir le développement de l'entrepreneuriat des jeunes et des petites et moyennes entreprises/industries (PME/PMI) ; d) garantir l'inclusion

<sup>20</sup> Ces interventions figurent dans l'initiative établie conjointement avec le HCR sur la question du lien entre l'action humanitaire, le développement et la paix.

financière et soutenir le développement des infrastructures économiques de base telles que les énergies renouvelables et les services énergétiques modernes, les nouvelles technologies de l'information et des communications et les routes rurales. Dans la mesure du possible, le programme appuiera la mise en place de systèmes de protection sociale et de filets de sécurité sociale intégrés, tenant compte des questions de genre et adaptés au climat.

21. Dans le cadre de la gestion durable des ressources naturelles et de la lutte contre les changements climatiques, le programme aidera le Gouvernement à mettre en œuvre les accords environnementaux multilatéraux qu'il a signés et ratifiés, notamment la contribution déterminée au niveau national et un plan d'investissement relatif à la réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts et rôle de la conservation, de la gestion durable des forêts et de l'augmentation des stocks de carbone forestier dans les pays en développement (REDD+). La priorité sera accordée au transfert de technologies et de pratiques novatrices et respectueuses de l'environnement dans les secteurs de l'énergie, de l'agriculture, de la sylviculture, des zones protégées, de l'eau et du développement des infrastructures de base. Afin de mobiliser des fonds pour le climat et de répondre à ces priorités, le PNUD fournira un appui technique aux institutions gouvernementales compétentes, notamment les ministères chargés de l'environnement, de l'agriculture et de l'élevage, du développement rural, de l'énergie et de la gestion des terres.

### **Priorité 3. Appui à la stabilisation et au renforcement de la résilience des populations**

22. Conformément aux solutions types 3 et 6 du plan stratégique, le programme fournira un appui aux régions fragiles et touchées par des conflits au moyen d'un ensemble complet et intégré de mesures d'appui, consistant notamment à agir en aval pour appuyer la promotion et la protection des droits des populations vulnérables et touchées par des conflits, ainsi que le rétablissement et le renforcement de l'autorité de l'État aux niveaux local et communautaire en vue de fournir des services et de promouvoir la consolidation de la paix, l'état de droit, la sécurité et la bonne gouvernance. L'appui du PNUD ciblera les réfugiés qui regagnent leur pays et visera tout particulièrement à leur garantir un meilleur accès aux moyens de subsistance.

23. Le PNUD contribuera à la prévention et à la gestion des conflits par le truchement d'une stratégie de stabilisation et de transformation des conflits, en tenant compte des besoins des populations cibles. Pour ce faire, il s'attellera en particulier à : a) mettre en place des solutions durables pour les déplacés et les personnes de retour dans leur pays ; b) adopter une approche holistique en vue de lutter contre la violence sexuelle et fondée sur le genre ; c) préconiser la cohésion sociale fondée sur le dialogue de proximité ; d) rétablir les moyens de subsistance ayant été détruits en vue de parvenir à une revitalisation socioéconomique à l'échelle locale sans faire de laissés pour compte ; e) développer les compétences en vue d'appuyer la mise en place de moyens de subsistance durables.

24. Il convient de mettre en place des interventions reposant sur une gestion holistique des causes du conflit si l'on entend renforcer la résilience des populations locales dans les zones touchées par des catastrophes naturelles et climatiques, à la fois sur le plan de l'humanitaire, du développement et de la paix. L'approche consistera à : a) déterminer les différentes menaces qui perturbent la vie sociale et collective afin de les prévenir ; b) élaborer et mettre en œuvre des plans d'urgence appropriés pour atténuer l'incidence des conflits et apporter un soutien aux victimes ; c) établir des politiques et des mécanismes visant à anticiper et à gérer ces risques et menaces ; d) mettre en œuvre une stratégie holistique pour agir sur les déterminants sociaux du VIH et du virus Ebola.

### III. Administration du programme et gestion des risques

25. Le programme sera exécuté sous la coordination du Ministère de la coopération internationale, de l'intégration régionale et de la francophonie. Des comités directeurs conjoints composés de partenaires techniques et financiers, du PNUD et des ministères sectoriels concernés assureront le contrôle de la qualité. Les projets seront exécutés en se fondant sur la méthode la plus appropriée, de manière à obtenir des résultats durables. Sauf cas exceptionnel, c'est la modalité de réalisation nationale qui sera appliquée. La mise en place de plans de travail annuels adaptés à la fois aux priorités nationales et à celles découlant du programme permettront au pays de s'approprier davantage ce dernier et de renforcer le partage des responsabilités concernant les objectifs de développement à atteindre. La politique harmonisée concernant les transferts de fonds (HACT) sera utilisée en coordination avec d'autres organismes des Nations Unies, en vue de gérer les risques fiduciaires et de renforcer les capacités des partenaires de réalisation. Le bureau de pays fera appel aux Volontaires des Nations Unies pour renforcer les capacités en matière de réalisation de projets, en particulier pour les activités menées au niveau local. Dans le cadre des stratégies à mettre en place pour obtenir des résultats en matière de développement et de consolidation de la paix, il s'agira notamment de trouver des possibilités de participation volontaire pour les citoyens et des moyens de collaborer avec ces derniers.

26. Le présent descriptif de programme de pays donne un aperçu de la contribution du PNUD aux résultats nationaux et constitue le principal moyen de rendre compte au Conseil d'administration de la mesure dans laquelle les résultats correspondent aux objectifs fixés et de l'utilisation des ressources allouées au programme. Pour chaque niveau (pays, région et siège), les responsabilités afférentes au programme de pays sont énoncées dans les politiques et procédures régissant les programmes et opérations du PNUD, ainsi que dans le dispositif de contrôle interne. Conformément à la décision 2013/9 du Conseil d'administration, les définitions et les classifications des coûts pour le programme et l'efficacité au regard du développement seront appliquées aux différents projets concernés.

27. Par le truchement des comités directeurs et techniques, le PNUD continuera de travailler avec des partenaires issus des gouvernements nationaux et des collectivités locales, le secteur privé, la société civile, les organisations de femmes, les universités et les centres de recherche à chaque étape de la gestion de projets afin de s'assurer que le Gouvernement assume son rôle de chef de file et de veiller à l'application du principe de responsabilité mutuelle. La participation de ces partenaires sera fondée sur les principes directeurs du PNUD et les autres modalités susmentionnées.

28. La mise en œuvre du programme peut s'accompagner de certains risques, notamment : a) de faibles niveaux de mobilisation des ressources ; b) les effets des changements climatiques sur les moyens de subsistance ; c) le renouvellement fréquent du personnel chez les partenaires de réalisation ; d) l'absence d'amélioration de la situation socioéconomique ; e) la résurgence des conflits dans les zones cibles du programme ; f) les risques fiduciaires ; g) la faiblesse des capacités institutionnelles ; h) l'incidence de la transition politique et du retrait de la MONUSCO et les besoins qui en découleront ; i) la résurgence de l'épidémie d'Ebola.

29. Afin d'atténuer ces risques, le PNUD : a) accordera une attention toute particulière aux grands projets intégrés de transformation (programme d'urgence de développement communautaire) pour gagner en poids et en efficacité, ainsi que pour faciliter leur transposition à plus grande échelle ; b) s'appuiera sur ses représentants locaux pour améliorer la synergie et l'efficacité des interventions ; c) renforcera sa stratégie de mobilisation des ressources pour diversifier sa base de ressources et de

financement en donnant au secteur privé, aux pays émergents, aux fondations, aux institutions financières internationales et aux fonds verticaux, notamment le Fonds vert pour le climat, la possibilité d'apporter leur soutien. Pour ce faire, il conviendra de tirer parti des dispositifs d'appui à la réalisation des objectifs de développement durable, ce qui permettra de renforcer plus avant la pertinence du programme aux yeux de nombreux acteurs, lesquels sont susceptibles de jouer un rôle en matière de financement ; d) appliquera les normes sociales et environnementales du PNUD pour surveiller les risques environnementaux et naturels et intégrer pleinement la dimension de genre dès la phase de conception et jusqu'à la réalisation et l'évaluation de tous les projets ; e) plaidera en faveur d'un partage des informations en temps voulu et, en cas de renouvellement des partenaires de réalisation, préconisera de nommer des assistants chargés de la coordination du programme ; f) analysera systématiquement ces risques par l'intermédiaire des comités directeurs ; g) entreprendra une analyse des risques lors de la planification des différents scénarios afin de mieux ajuster le programme ; h) effectuera des contrôles ponctuels de la HACT pour garantir le respect intégral du programme et des dispositions financières ; i) établira un vivier de partenaires et intégrera le renforcement des capacités institutionnelles dans la mise en œuvre du programme.

30. Un mécanisme permettant d'identifier et d'exploiter systématiquement les possibilités d'innovation, en particulier au sein d'un réseau de laboratoires chargés d'accélérer la réalisation des objectifs de développement durable, sera mis en place pour bénéficier des capacités d'innovation à tous les niveaux.

#### **IV. Contrôle de l'exécution et évaluation du programme**

31. En coopération avec le système des Nations Unies pour le développement et les partenaires multilatéraux et bilatéraux, le PNUD recueillera des données ventilées et des informations qualitatives pour produire les données et les analyses nécessaires au suivi des efforts déployés aux niveaux national et local pour atteindre les objectifs du programme et les cibles prioritaires des objectifs de développement durable. Les marqueurs genre du PNUD seront utilisés pour suivre les investissements fondés sur le genre, améliorer la planification et la prise de décisions et, partant, promouvoir l'égalité des sexes.

32. Le PNUD s'emploiera à promouvoir l'application du principe de responsabilité tout au long du cycle de gestion du programme en alignant le cadre de suivi et d'évaluation du programme de pays sur ceux du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable et du plan national de développement. Par ailleurs, le cadre de résultats et d'allocation des ressources est pleinement aligné sur le cadre intégré de résultats et d'allocation des ressources du plan stratégique. Le PNUD collaborera avec le Ministère chargé de la coordination, les partenaires de réalisation et les représentants des bénéficiaires pour organiser des examens annuels, à mi-parcours et finals du programme, en vue de contribuer à tirer des enseignements et de faciliter la prise de décisions en temps voulu.

33. Le PNUD, en collaboration avec les organismes des Nations Unies et l'organisation régionale de statistique AFRISTAT, renforcera les capacités de l'Institut national de la statistique en s'attachant tout particulièrement à : a) moderniser l'outil statistique aux fins de la planification du développement, du contrôle des finances publiques et de l'application du principe de responsabilité institutionnelle ; b) produire des données ventilées par sexe, par région et par d'autres caractéristiques socioéconomiques. Ces mesures contribueront à évaluer les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement durable aux niveaux

national et local. Au moins 5 % du budget du programme seront alloués à la collecte de données et au suivi et à l'évaluation du programme.

34. Le PNUD élaborera un programme pluriannuel d'études et de recherche qui servira de trame à la coopération établie avec les instituts de recherche stratégique et les groupes de réflexion en vue d'effectuer des études thématiques visant à tester le bien-fondé de certaines hypothèses de la théorie du changement appliquée au programme.

35. Le PNUD établira des partenariats en vue d'établir le plan d'évaluation chiffré, destiné à s'assurer de l'efficacité du programme, et de développer et générer des connaissances. Des évaluations à mi-parcours de ces trois objectifs seront effectuées à la fin de la troisième année du cycle du programme (2022), en vue de mettre en évidence les progrès accomplis et d'identifier les difficultés à surmonter, les solutions à trouver en matière d'atténuation et les orientations stratégiques à adopter. Le PNUD s'associera au FNUAP, au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, au Gouvernement et aux organisations de la société civile pour procéder à une évaluation thématique des résultats en matière de lutte contre la violence sexuelle et fondée sur le genre. Conformément à la politique d'évaluation, toutes les évaluations de projets obligatoires seront effectuées pour améliorer l'application du principe de responsabilité, tirer davantage d'enseignements et contribuer à la création de nouveaux projets.

## Annexe

## Cadre de résultats et d'allocation des ressources pour la République démocratique du Congo (2020-2024)

**Priorité ou objectif du pays : pilier I du plan stratégique national de développement : renforcer la gouvernance économique et la consolidation de la paix**

**Réalisation énoncée dans le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable faisant intervenir le PNUD : consolidation de la paix, droits de la personne, protection civile, cohésion sociale et démocratie**

**Réalisation correspondante du plan stratégique : accélérer les transformations structurelles propices au développement durable**

<i>Indicateurs de réalisation, niveaux de référence et niveaux cibles</i>	<i>Source des données, fréquence de la collecte et entité responsable</i>	<i>Produits indicatifs (indicateurs, niveaux de référence et niveaux cibles)</i>	<i>Principaux partenaires ou cadres de partenariat</i>	<i>Montant indicatif des ressources, par réalisation (en dollars des États-Unis)</i>
<p><b>Indicateur 1.3.2</b> : Indice Ibrahim de la gouvernance en Afrique</p> <p>Niveau de référence : 32,1 ; Niveau cible : 44,6</p>	<p>- Rapport de la Fondation Mo Ibrahim</p> <p>- Fréquence de la collecte : annuelle</p>	<p><b>Produit 1.1 : Les mécanismes et les institutions chargés de l'élaboration de la constitution, des élections et des questions parlementaires sont renforcés afin de promouvoir l'ouverture, la transparence et l'application du principe de responsabilité, notamment pour les femmes et les jeunes.</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Gouvernement</li> <li>Autorités provinciales</li> <li>Assemblée nationale</li> <li>Commission électorale nationale indépendante</li> <li>Organisations de femmes et de jeunes</li> <li>Organisations de la société civile</li> </ul>	<p><b>Ressources ordinaires : 18 000 000</b></p> <p><b>Autres ressources : 62 500 000</b></p>
<p><b>Indicateur 1.3.4</b> : taux de participation électorale (national, provincial et local)</p> <p>Niveau de référence : 47,56 % ; Niveau cible : 60 %</p>	<p>- Rapport de la Commission électorale nationale indépendante</p> <p>- Fréquence de la collecte : annuelle</p>	<p><u>Indicateur 1.1.1</u> : Nombre d'organes constitutionnels dotés de mécanismes de participation citoyenne, notamment pour les femmes et d'autres groupes marginalisés.</p> <p>Niveau de référence : 47 ; Niveau cible : 52</p> <p><u>Indicateur 1.1.2</u> : Nombre de scrutins organisés conformément aux standards démocratiques.</p> <p>Niveau de référence : 3 ; Niveau cible : 5</p> <p><u>Indicateur 1.1.3</u> : Nombre de femmes dans les organes de décision (Parlement, Gouvernement).</p> <p>Niveau de référence : 144 ; Niveau cible : 300</p> <p><u>Indicateur 1.1.4</u> : Nombre d'entités territoriales décentralisées fournissant des services essentiels de qualité aux populations.</p> <p>Niveau de référence : 3 ; Niveau cible : 7</p>		
		<p><b>Produit 1.2 : Les institutions et les systèmes sont à même de mener des activités de sensibilisation à la lutte contre la corruption et de prévention de celle-ci, ainsi que de prendre des mesures de lutte en la matière, en vue de promouvoir la participation des citoyens, l'inclusion, l'application du principe de responsabilité et</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Gouvernement</li> <li>Autorités provinciales</li> <li>Assemblées provinciales</li> <li>Organisations non gouvernementales</li> </ul>	

Indicateurs de réalisation, niveaux de référence et niveaux cibles	Source des données, fréquence de la collecte et entité responsable	Produits indicatifs (indicateurs, niveaux de référence et niveaux cibles)	Principaux partenaires ou cadres de partenariat	Montant indicatif des ressources, par réalisation (en dollars des États-Unis)
		<p><b>le bien-être des populations, notamment les femmes et les jeunes.</b></p> <p><u>Indicateur 1.2.1</u> : Existence de mesures efficaces adoptées pour atténuer les risques de corruption et y remédier aux niveaux national et infranational.</p> <p>Niveau de référence : Non ; Niveau cible : Oui</p> <p><u>Indicateur 1.2.2</u> : Nombre d'organisations de la société civile ou de réseaux participant aux mécanismes de contrôle par les citoyens, d'application du principe de responsabilité et de transparence en matière de gestion des ressources naturelles.</p> <p>Niveau de référence : 0 ; Niveau cible : 6</p>		
		<p><b>Produit 1.3 : Les capacités, les fonctions et le financement des institutions et des systèmes nationaux de défense de l'état de droit et des droits de la personne sont renforcés pour améliorer l'accès à la justice et à la sécurité, en mettant l'accent sur les femmes et les autres groupes marginalisés.</b></p> <p><u>Indicateur 1.3.1</u> : Proportion de jugements qui se sont déroulés dans le respect intégral des cinq principes fondamentaux garantissant un procès équitable.</p> <p>Niveau de référence : 0 % ; Niveau cible : 50 %</p> <p><u>Indicateur 1.3.2</u> : Existence d'une gouvernance et d'un contrôle des institutions garantes de l'état de droit ayant fait l'objet de mesures de renforcement des capacités.</p> <p>Niveau de référence : Non ; Niveau cible : Oui</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Gouvernement et autorités provinciales</li> <li>• Ministère de la justice</li> <li>• Auditorat militaire (parquet de la juridiction militaire)</li> <li>• Conseil supérieur de la magistrature</li> <li>• Ordres d'avocats et organisations de la société civile</li> </ul>	
		<p><b>Produit 1.4 : Les capacités de la chaîne de planification, de programmation, de budgétisation, de suivi et d'évaluation, y compris celles de l'Institut national de statistique, ont été renforcées aux niveaux national, provincial et local, aux fins de la réalisation, du suivi et de l'évaluation des objectifs de développement durable.</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Gouvernement et autorités provinciales</li> <li>• Ministères de la justice</li> <li>• Auditorat militaire (parquet de la juridiction militaire)</li> <li>• Planification nationale et provinciale</li> </ul>	

Indicateurs de réalisation, niveaux de référence et niveaux cibles	Source des données, fréquence de la collecte et entité responsable	Produits indicatifs (indicateurs, niveaux de référence et niveaux cibles)	Principaux partenaires ou cadres de partenariat	Montant indicatif des ressources, par réalisation (en dollars des États-Unis)
		<p><b>Indicateur 1.4.1</b> : Nombre de plans de développement provinciaux et locaux qui intègrent les objectifs de développement durable.</p> <p>Niveau de référence : 5 ; Niveau cible : 21</p> <p><b>Indicateur 1.4.2</b> : Existence de mécanismes de collecte et d'analyse de données fournissant des données ventilées afin de suivre les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement durable :</p> <p>a) méthodes conventionnelles de collecte de données (enquêtes, par exemple) ;</p> <p>Niveau de référence : Non ; Niveau cible : Oui</p> <p>b) systèmes de présentation de rapports administratifs ;</p> <p>Niveau de référence : Non ; Niveau cible : Oui</p> <p>c) nouvelles sources de données (mégadonnées, par exemple) ;</p> <p>Niveau de référence : Non ; Niveau cible : Oui</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Divisions et sections de la planification à l'échelle des provinces</li> <li>• Société civile</li> </ul>	
<p><b>Priorité ou objectif du pays : piliers II et V du plan stratégique national de développement : diversification et transformation de l'économie – développement durable et équilibré de l'environnement</b></p> <p><b>Réalisation énoncée dans le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable faisant intervenir le PNUD : croissance économique inclusive, développement agricole, capture du dividende démographique, protection sociale et gestion durable des ressources naturelles</b></p> <p><b>Réalisation correspondante du plan stratégique : éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et dans toutes ses dimensions</b></p>				
<p><b>Indicateur 2.1.4</b> : Taux d'emploi des jeunes et des femmes</p> <p>Niveau de référence : 71 % ;</p> <p>Niveau cible : 76 %</p>	<p>- Rapport statistique national. Institut national de la statistique</p> <p>- Fréquence de la collecte : annuelle</p>	<p><b>Produit 2.1 : Des solutions sont mises au point pour contribuer à la gestion durable des ressources naturelles, notamment des produits de base durables et des chaînes de valeur écologiques et inclusives, auxquelles les femmes et les jeunes auront accès</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Ministère de l'agriculture et du développement rural</li> <li>• Centre de recherche agricole et technologique</li> <li>• Agence nationale de promotion des investissements</li> <li>• Secteur privé</li> <li>• Organisations de la société civile</li> </ul>	<p><b>Ressources ordinaires : 49 500 000</b></p> <p><b>Autres ressources : 268 000 000</b></p>
<p><b>Indicateur 2.2.3</b> : Taux de pauvreté multidimensionnelle.</p> <p>Niveau de référence : 74 % ;</p> <p>Niveau cible : moins de 50 %</p>	<p>- Rapport sur le développement humain</p> <p>- PNUD</p> <p>- Fréquence de la collecte : annuelle</p>	<p><b>Indicateur 2.1.1</b> : Nombre de micro-, petites et moyennes entreprises utilisant des plateformes de développement des fournisseurs pour créer des chaînes de valeur inclusives et durables.</p> <p>Niveau de référence : 0 ; Niveau cible : 1 000</p>		
<p><b>Indicateur 2.2.3</b> :</p>	<p>- Rapport du Ministère de l'environnement</p>	<p><b>Indicateur 2.1.2</b> : Proportion ventilée par sexe et par âge de producteurs agricoles locaux présents dans les marchés locaux des zones cibles.</p>		

<i>Indicateurs de réalisation, niveaux de référence et niveaux cibles</i>	<i>Source des données, fréquence de la collecte et entité responsable</i>	<i>Produits indicatifs (indicateurs, niveaux de référence et niveaux cibles)</i>	<i>Principaux partenaires ou cadres de partenariat</i>	<i>Montant indicatif des ressources, par réalisation (en dollars des États-Unis)</i>
Taux de reboisement Niveau de référence : 15 % ; Niveau cible : 50 %	- Ministère de l'environnement - Fréquence de la collecte : annuelle	Niveau de référence : 0 % ; Niveau cible 50 % (50 % de femmes et de jeunes)  <u>Indicateur 2.1.3</u> : Nombre de personnes (ventilé par sexe et par âge) exerçant des activités génératrices de revenus non agricoles (résultant du développement technologique) dans les zones rurales cibles. Niveau de référence : 0 ; Niveau cible : 4 000 (2 000 femmes et jeunes)  <u>Indicateur 2.1.4</u> : Nombre de localités disposant des infrastructures nécessaires à l'amélioration du développement rural dans les zones cibles (routes rurales, installations de stockage, entrepôts, capacités en matière d'énergies renouvelables, infrastructure informatique, etc.) Niveau de référence : 0 ; Niveau cible : 5		
		<b>Produit 2.2 : Les femmes et les jeunes ont accès à des emplois décents et à des moyens de subsistance dans le secteur minier.</b>  <u>Indicateur 2.2.1</u> : Existence d'un cadre juridique et réglementaire opérationnel tenant compte des questions de genre en matière d'exploitation minière artisanale. Niveau de référence : Non ; Niveau cible : Oui  <u>Indicateur 2.2.2</u> : Nombre de coopératives ou d'associations de mineurs artisanaux (hommes et femmes) structurées et opérationnelles. Niveau de référence : 0 ; Niveau cible : 5  <u>Indicateur 2.2.3</u> : Nombre de moyens de subsistance mis en place pour renforcer l'autonomisation des femmes et des jeunes vulnérables et défavorisés dans le secteur minier. Niveau de référence : 0 ; Niveau cible : 2	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Ministère des mines</li> <li>• Organisations de la société civile (regroupant les petits producteurs miniers)</li> <li>• Secteur privé</li> </ul>	
		<b>Produit 2.3 : Les groupes marginalisés et vulnérables, en particulier les personnes en situation de pauvreté, les femmes, les jeunes et les personnes handicapées sont</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Ministère de la planification (Agence nationale pour la</li> </ul>	

Indicateurs de réalisation, niveaux de référence et niveaux cibles	Source des données, fréquence de la collecte et entité responsable	Produits indicatifs (indicateurs, niveaux de référence et niveaux cibles)	Principaux partenaires ou cadres de partenariat	Montant indicatif des ressources, par réalisation (en dollars des États-Unis)
		<p><b>désormais en mesure d'accéder aux services financiers pour renforcer durablement leurs capacités productives.</b></p> <p><u>Indicateur 2.3.1</u> : Nombre et type de produits financiers mis sur le marché, ventilés par produits financiers destinés aux personnes en situation de pauvreté, aux femmes, aux jeunes et aux personnes handicapées.</p> <p>Niveau de référence : 0 ; Niveau cible : 2</p> <p><u>Indicateur 2.3.2</u> : Nombre de personnes ayant accès à des services financiers, ventilé par sexe.</p> <p>Niveau de référence : 1 083 642 (41,92 % de femmes) ; Niveau cible : 1 583 000 (45 % de femmes)</p>	<p>promotion des investissements)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Ministères des finances, de l'économie et des PME/PMI</li> <li>• Société civile</li> <li>• Secteur privé</li> </ul>	
		<p><b>Produit 2.4 : Des solutions sont adoptées pour améliorer l'accès à une énergie propre, abordable et durable.</b></p> <p><u>Indicateur 2.4.1</u> : Nombre de micro-centrales hydroélectriques construites ou remises en état.</p> <p>Niveau de référence : 3 ; Niveau cible : 8</p> <p><u>Indicateur 2.4.2</u> : Nombre de ménages qui sont équipés de fours et de combustibles de cuisson durables.</p> <p>Niveau de référence : 0 ; Niveau cible : 10 500</p> <p><u>Indicateur 2.4.3</u> : Nombre de ménages ayant accès aux énergies renouvelables dans les zones cibles.</p> <p>Niveau de référence : 95 744 ; Niveau cible : 140 800</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Ministère de l'énergie</li> <li>• Autorités provinciales</li> <li>• Organisations de femmes et de jeunes</li> <li>• Organisations non gouvernementales et organisations de la société civile</li> </ul>	
		<p><b>Produit 2.5 : Les institutions nationales et locales, y compris la société civile et le secteur privé, ont renforcé leurs capacités techniques et opérationnelles pour favoriser une gestion inclusive et durable des ressources naturelles (eau, forêts, terres, minéraux, etc.) et la mise en place de mesures d'atténuation des changements climatiques et d'adaptation à ces derniers, comme indiqué dans la contribution déterminée au niveau national.</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Ministère de l'environnement</li> <li>• Société civile</li> <li>• Secteur privé</li> </ul>	

Indicateurs de réalisation, niveaux de référence et niveaux cibles	Source des données, fréquence de la collecte et entité responsable	Produits indicatifs (indicateurs, niveaux de référence et niveaux cibles)	Principaux partenaires ou cadres de partenariat	Montant indicatif des ressources, par réalisation (en dollars des États-Unis)
		<p><b>Indicateur 2.5.1</b> : Nombre de modèles conjuguant rendement et durabilité environnementale mis en œuvre.</p> <p>Niveau de référence : 0 ; Niveau cible : 5 (maïs, riz, haricots, cacao, café)</p> <p><b>Indicateur 2.5.2</b> : Existence d'un système national d'inventaire des gaz à effet de serre opérationnel et directement lié aux secteurs concernés (par exemple, l'énergie, l'agriculture, la sylviculture, les transports, etc.)</p> <p>Niveau de référence : Non ; Niveau cible : Oui</p>		
<b>Priorité ou objectif du pays : pilier II du plan stratégique national de développement : renforcer la gouvernance économique et la consolidation de la paix</b>				
<b>Réalisation énoncée dans le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable (ou équivalent) faisant intervenir le PNUD : accès aux services sociaux de base et à l'aide humanitaire</b>				
<b>Réalisation correspondante du plan stratégique : renforcer la résilience aux crises et aux chocs</b>				
<p><b>Indicateur 3.1.1</b> :</p> <p>Nombre de conflits locaux qui ont pris fin à l'aide de solutions durables</p> <p>Niveau de référence : 0 ;</p> <p>Niveau cible : 3</p>	<p>- Stratégie internationale d'appui en matière de droits de la personne, de sécurité et de stabilisation : rapports issus de sondages</p> <p>- consolidation de la paix.</p> <p>- MONUSCO/ Groupe de l'appui à la stabilisation</p> <p>- Fréquence de la collecte : annuelle</p>	<p><b>Produit 3.1 : Les collectivités et institutions locales ont renforcé leurs capacités techniques en matière de prévention et de gestion des conflits.</b></p> <p><b>Indicateur 3.1.1</b> : Politiques de développement fondées sur des données, programmes et institutions destinés à renforcer la cohésion sociale et à prévenir les risques de conflits.</p> <p>Niveau de référence : Non ; Niveau cible : Oui</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Autorités provinciales</li> <li>• Assemblées provinciales</li> <li>• Responsables locaux et société civile</li> <li>• Groupes religieux</li> <li>• Organisations de femmes et de jeunes</li> </ul>	<p><b>Ressources ordinaires :</b></p> <p><b>11 896 000</b></p> <p><b>Autres ressources :</b></p> <p><b>38 000 000</b></p>
<p><b>Indicateur 3.1.2</b> : Nombre de villes pacifiées et réconciliées dans l'est du pays</p> <p>Niveau de référence : 0 ;</p> <p>Niveau cible : 2</p>	<p>- Stratégie internationale d'appui en matière de droits de la personne, de sécurité et de stabilisation : rapports issus de sondages</p> <p>- consolidation de la paix.</p> <p>- MONUSCO/ Groupe de l'appui à la stabilisation</p> <p>- Fréquence de la collecte : annuelle</p>	<p><b>Indicateur 3.1.2</b> : Nombre de mécanismes de dialogue et de gestion des conflits mis en place et fonctionnels.</p> <p>Niveau de référence : 2 ; Niveau cible : 5</p> <p><b>Indicateur 3.1.3</b> : Nombre d'emplois temporaires créés à l'échelle locale dans les zones cibles.</p> <p>Niveau de référence : 3 000 ; Niveau cible : 20 000</p> <p><b>Indicateur 3.1.4</b> : Nombre de jeunes à risque ayant la capacité d'être potentiellement recrutés dans les zones cibles.</p> <p>Niveau de référence : 3 000 ; Niveau cible : 20 000</p>		

Indicateurs de réalisation, niveaux de référence et niveaux cibles	Source des données, fréquence de la collecte et entité responsable	Produits indicatifs (indicateurs, niveaux de référence et niveaux cibles)	Principaux partenaires ou cadres de partenariat	Montant indicatif des ressources, par réalisation (en dollars des États-Unis)
<b>Indicateur 3.1.3</b> : Indice Ibrahim appliqué à la violence fondée sur le genre Niveau de référence : 50,0 ; Niveau cible : 65	- Rapport de la Fondation Mo Ibrahim - Fréquence de la collecte : annuelle	<b>Produit 3.2 : Les institutions gouvernementales et les collectivités aux niveaux local et fédéral sont en mesure de promouvoir efficacement l'égalité des sexes et de prévenir et combattre la violence fondée sur le genre.</b>  <u>Indicateur 3.2.1</u> : Réduction en pourcentage des cas de violence fondée sur le genre signalés. Niveau de référence : 35,63 % ; Niveau cible : 60 %  <u>Indicateur 3.2.2</u> : Nombre de cas de violence fondée sur le genre traités au niveau local. Niveau de référence : 5 242 ; Niveau cible : 8 347	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Ministère du genre et de la famille</li> <li>• Ministère de la justice</li> <li>• Autorités provinciales</li> <li>• Assemblées provinciales</li> <li>• Société civile</li> <li>• Hôpitaux et centres de santé</li> </ul>	
		<b>Produit 3.3 : Les collectivités locales et les institutions ont renforcé leurs capacités techniques pour faire face aux crises et aux catastrophes naturelles et climatiques.</b>  <u>Indicateur 3.3.1</u> : Existence d'une cartographie et d'un plan d'action sur les risques et les menaces au niveau provincial. Niveau de référence (2019) : Non ; Niveau cible : Oui (5 provinces)  <u>Indicateur 3.3.2</u> : Existence d'une politique nationale de prévention et de gestion des crises. Niveau de référence : Non ; Niveau cible : Oui  <u>Indicateur 3.3.3</u> : Nombre de ménages ayant bénéficié de mesures d'atténuation des risques et des menaces de catastrophes naturelles et climatiques. Niveau de référence : 2 100 ; Niveau cible : 4 000	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Ministère des affaires humanitaires</li> <li>• Autorités provinciales</li> <li>• Société civile</li> </ul>	
<b>Total</b>				<b>Ressources ordinaires : 79 396 000</b> <b>Autres ressources : 368 500 000</b>